

La plus-value capitaliste : kézako ?

La conférence sociale, convoquée par le chef de l'État et présidée par le premier ministre, doit se préoccuper des bas salaires de plus en plus proches du SMIC (salaire minimum de croissance ... ouais ...) Ce dernier est indexé sur le niveau de la vie qui ces derniers mois a flambé, donc le SMIC a cru automatiquement, et, par conséquent, les bas salaires, mais au dessus du SMIC, se sont tassés vers le bas ... CQFD. Donc, on va parler des bas salaires.

Les entreprises privées, minuscules, petites, moyennes, plus grandes ou gigantesques, sont les maîtresses des salaires qu'elles accordent en fonction de l'offre des emplois qu'elles proposent et de la demande que le tout venant sollicite comme employé salarié. Ainsi, il y a des secteurs en tension, comme la restauration (le miam-miam, pas celle des monuments historiques !) ou de la construction des bâtiments, des autoroutes, et même des voies ferrées. C'est donc de cela que la conférence va discuter. Il y a peu de chance pour que la politique salariale du gouvernement soit remise en cause : Madame BORNE estime que le gouvernement n'a pas à intervenir dans la gestion salariale du secteur privé, et elle n'entend pas aborder la question du secteur public : le gouvernement est pourtant un super-employeur avec la fonction publique d'état, hospitalière et même territoriale par le biais des collectivités territoriales. La conférence sociale se limitera donc à quelques échanges houleux mais ne débordera pas sur la politique des salaires en général : d'ailleurs les cérémonies en mémoire de Samuel PATY et l'horreur causée par le récent assassinat de Dominique BERNARD modéreront toutes les velléités de faire déferler la houle des grandes contestations.

Et cependant la politique salariale de la France est très simple à changer : il suffit que la loi limite la plus-value capitaliste à un tantième à ne pas dépasser !

Kézako, la plus-value capitaliste ?

Depuis la nuit des temps, deux millions d'années ou un peu plus, les hommes pratiquent la plus-value capitaliste sans le savoir. A l'époque, prédateurs, ils ne mangent pas la totalité de ce qu'ils ont chassé pour eux tous seuls, mais en gardent une partie pour nourrir les autres qui les attendent au camp : les vieillards qui leur ont enseigné la chasse, les bambins en train de se former à leur contact, les femmes prénantes ou allaitantes, en un mot, le groupe qui est le leur. **Cette partie préservée pour permettre la survie collective de ce groupe est la plus-value dans sa plus simple expression !** La richesse produite, en l'occurrence le gibier, n'est pas réservée au seul travailleur, le chasseur ; mais elle est divisée en deux, l'une qui rémunère le chasseur ou le travailleur, l'autre, la plus-value, est dévolue à la survie de tout le groupe sans lequel le chasseur n'aurait pas l'espoir de vivre à son tour quand il ne sera devenu vieux.

Mais le temps à passé ... Et le capitaliste a gardé la plus-value pour lui seul. Ne doit-il pas garder les moyens de production en état de marche (la maintenance) ? Ne doit-il pas en employer de plus performants (l'investissement) ? Et vivre bien, le mieux possible ?

Donc la richesse produite est toujours divisée en deux parts : la rémunération des travailleurs et celle des capitalistes.

Or, la part des capitalistes atteint aujourd'hui des pourcentages exorbitants ; et, du coup, la part des travailleurs se trouve amputée d'autant. Si la richesse produite par le travail, la sueur, le savoir-faire des travailleurs représente un gâteau appétissant dont ces derniers ne reçoivent que soixante-dix pour cent du total, la plus-value capitaliste en représente trente pour cent ! Mais si le gâteau est divisé en quinze pour cent seulement pour les investisseurs et quatre-vingt cinq pour cent pour les travailleurs, la part du gâteau représentera nettement plus pour chacun des travailleurs que dans le premier cas ! **Abaisser la part de la plus-value capitaliste, c'est augmenter le salaire de chaque travailleur.**

Comment diminuer la plus-value capitaliste ?

Ce n'est pas la conférence sociale sur les bas salaires du secteur privé du 16 octobre 2023 qui y parviendra ! Il faut que le pouvoir législatif intervienne et que **la loi fixe le taux plafond de la plus-value**. Alors, on y verra plus clair ... Il est urgent que le Parlement, Sénat et Assemblée nationale, prenne en mains la question de la plus-value, vieille comme l'humanité, mais détournée de son but initial par le capitalisme qui est devenu l'empereur autoproclamé de l'économie de la terre.

Capitalismus delendus est.